



SAHARA

INFO

N° 1

19 février 76

Paris, le 16/2/1976

Chers Amis,

Nous venons vous remercier d'avoir répondu aussi nombreux à l'Appel lancé dans Le Monde pour le soutien au peuple Sahraoui. Nous sommes maintenant en mesure de travailler plus efficacement dans ce sens.

L'association "Les Amis du Peuple Sahraoui" est déclarée à la préfecture de Paris. Son but est d'aider par tous les moyens à la rencontre des Français et des Sahraouis, de faire connaître dans l'opinion publique les événements qui marquent la vie de ce peuple.

Le programme est immense surtout que les grands moyens d'information restent alignés sur la politique officielle du gouvernement qui pense pouvoir nier l'existence du peuple Sahraoui.

Nous comptons sur vous pour être efficaces. Nous allons dans ces pages vous proposer quelques pistes d'action urgente, nous attendons votre soutien, vos propositions, vos services.

Nous lutterons jusqu'au jour où le peuple Sahraoui sera totalement indépendant et libre.

Association "Les Amis du Peuple Sahraoui"
B.P. 118 75262 PARIS cédex 06

Il faut développer un soutien important pour le peuple Sa'raoui

Si vous allez dans les camps de La Saguiet el Pamra, vous mangerez ce que mangent chaque jour, deux fois par jour, tous les sahraouis : du riz cuit à l'eau.

Et si vous demandez, comme nous l'avons fait, aux femmes qui sont là, de quoi elles ont besoin, elles vous répondront simplement et fermement : "Ici nous n'avons pas faim le matin, pas faim à midi, pas faim le soir. Nous voulons l'indépendance".

Dans les camps, les sahraouis refusent de plier. Pourtant ils n'ont rien. L'Espagne ne laisse derrière elle que désolation. Entrez sous les tentes ! On vous racontera comment, en 1958, les troupeaux ont été détruits par les "petits avions oranges" qui mitraillaient en piqué les troupeaux ! Et souvent ces avions étaient français ! Son économie traditionnelle détruite, le Sahara dépendait entièrement, pour les céréales, la viande, les fruits, les légumes (c'est à dire pour tout) de ce qui venait des Canaries, les îles au large du Sahara colonisées par l'Espagne. Après l'accord tripartite, plus rien n'arrive des Canaries, rien non plus n'arrive du Maroc et pour cause ! Alors tout dépend des secours qui arrivent par Tindouf, par l'Algérie !

Et ces secours sont loin d'être suffisants ! Certaines Croix Rouges nationales (Norvège, Suisse, Suède), et les Croisants Rouges (notamment le Croissant Rouge algérien) ont déjà envoyé des secours importants. Mais c'est chaque jour des dizaines de milliers de personnes qui doivent se nourrir. Combien ? Jamais les Espagnols n'ont fait de recensement sérieux (1). Ils prétendaient dernièrement qu'il y avait 54000 Sa'raouis. Mais leurs recensements ne comptaient jamais ni les femmes ni les enfants ! Dans les "casas de piedras" à El Aïoun, il y avait officiellement 20000 Sa'raouis mais il y avait aussi des milliers de "clandestins". Et puis il y a tous les Sa'raouis réfugiés au Maroc, en Mauritanie, qui sont aujourd'hui rentrés au Sahara. Ce sont des centaines de milliers de personnes qui chaque jour affrontent la faim, le froid parce qu'ils ne veulent pas se soumettre aux ambitions du roidu Maroc !

L'ampleur de notre soutien doit être à la mesure de leurs besoins. Il doit être à la mesure de leur détermination : Argent, nourriture, médicaments, vêtements : tout manque ! Il faut que nous en trouvions, que nous en collections pour ce peuple dont tous les membres sont prêts à mourir pour arracher l'indépendance !

(1) Dans les publications éditées en Espagne dans les années 1960, la population oscillait entre 200.000 et 350.000 personnes mais au fur et à mesure que le processus de décolonisation avançait, l'Espagne comme elle le faisait d'ailleurs pour son autre colonie de Guinée équatoriale, diminuait progressivement la population.

Il faut signaler que dans les années 1958-1960, la population donnée par la France pour sa colonie mauritanienne était de 450 à 500.000 habitants. Dès que la Mauritanie a commencé elle-même à compter ses habitants, elle en a dénombré 1.500.000.

Les colonisateurs faisaient les recensements dans les pays nomades à travers les chefs de tribu. Les recensements étaient destinés à évaluer le montant des impôts que chaque tribu devait régler en fonction du nombre de personnes et d'animaux qu'elle

Association
"Les Amis du peuple Sahraoui"

Paris le 11 février 1976

Monsieur le Secrétaire Général
des Nations Unies
NEW YORK

Etats Unis-

Monsieur le Secrétaire Général,

L'Association "Les Amis du peuple Sahraoui" qui représente de très larges courants de l'opinion française, se permet d'attirer votre bienveillante attention sur la dramatique situation du peuple Sahraoui.

Au mépris des décisions de l'organisation internationale dont vous présidez les destinées, le gouvernement espagnol a livré aux armées marocaine et mauritanienne, le peuple Sahraoui dont il s'était pourtant engagé à respecter et à organiser le droit à l'auto-détermination. Depuis le 31 octobre 1975, date du commencement de la pénétration marocaine, le peuple Sahraoui fuyant les troupes d'invasion et résistant par les armes à celles-ci, a montré sa détermination à vivre libre.

L'Association "Les Amis du peuple Sahraoui" se félicite de la décision de l'O.N.U. d'envoyer une mission d'enquête au Sahara sur les conditions dans lesquelles pourrait s'effectuer la consultation des populations en application des résolutions de votre organisation. Elle s'étonne néanmoins de l'attitude de votre représentant qui a cru pouvoir prendre l'avis du peuple Sahraoui en ne prenant contact qu'avec l'ancien et les nouveaux colonisateurs.

Ayant pour objectifs la défense du droit à l'existence et à l'auto-détermination du peuple Sahraoui, notre Association demande que le référendum soit organisé avec les seuls représentants légitimes du peuple Sahraoui, le Front Polisario dont elle rappelle qu'il a été reconnu comme mouvement de libération par les instances spécialisées de l'O.U.A.

Elle signale qu'il ne saurait y avoir de consultation de la population Sahraouie en présence des armées d'invasion et de l'administration d'occupation. Il ne saurait y avoir de référendum sous les bombardements au napalm des populations des camps de réfugiés dont la matérialité a été constatée par le représentant de la Croix Rouge internationale. Il ne saurait y avoir de référendum sous la répression sanglante qui frappe quotidiennement les populations n'ayant pu fuir les villes. Votre Représentant a dû pouvoir constater l'extrême violence de cette répression exercée à l'encontre des Sahraouis dont certains étaient parvenus à se glisser au milieu des rangs de l'armée marocaine venue l'accueillir à El Aïoun pour affirmer la volonté Sahraouie en hissant les banderoles du Front Polisario.

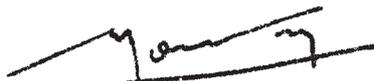
L'Association "Les Amis du peuple Sahraoui" demande par conséquent que les Nations Unies, conformément aux résolutions adoptées, organise une consultation de la population, réellement Sahraouie en respectant les préalables suivants:

- 1/- retrait des forces d'occupation marocaine et mauritanienne
- 2/- refus de la colonisation de peuplement organisée par le Maroc
- 3/- refus des tentatives de représentation par les chefferies à la solde de la colonisation
- 4/- organisation du référendum avec participation du Front Polisario, unique représentant du peuple Sahraoui

L'Association "Les Amis du peuple Sahraoui" s'étonne que l'O.N.U. n'ait commencé à réagir, pour faire appliquer les résolutions concernant l'auto-détermination du peuple du Sahara ex-espagnol que trois mois après l'invasion du territoire par les armées marocaine et mauritanienne. Elle demande avec force que les instances de l'O.N.U. prennent de toute urgence leurs responsabilités ainsi que toutes les dispositions utiles pour faire respecter le droit à l'auto-détermination du peuple Sahraoui, droit affirmé par les résolutions de ces dix dernières années.

Nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de notre très haute considération.

Le Président,


Georges Montaron

FRONT POPULAIRE
POUR LA LIBERATION
DE SAHRAÏ ET HAMRA ET RIO DE ORO
Comité des Relations Extérieures
Département Europe-Amérique Latine

Paris, le 13 février 1976

DECLARATION

La décision de l'ONU d'envoyer un émissaire au Sahara Occidental constitue une bonne initiative. Les résolutions adoptées par cette instance internationale lors de sa 30ème Assemblée Générale impliquaient l'application immédiate du droit à l'autodétermination et à l'indépendance du Peuple Sahraoui, et par là même elles se sont prononcées contre les visées expansionnistes du Maroc et de la Mauritanie.

On peut donc s'interroger sur les causes du retard pris pour leur application. L'ONU aurait-elle subi des pressions extérieures pour que soit entériné le fait accompli (l'occupation de notre patrie par les soldatesques maroco-mauritaniennes), contredisant les principes fondamentaux de la Charte de cette organisation internationale ?

Etant donnée l'invasion étrangère maroco-mauritanienne et l'occupation d'une partie de notre pays, l'expulsion de la majorité de ses populations qui affluent vers les territoires libérés et le sud-algérien, nous sommes surpris du parcours de la visite de Mr. RIEDHBECK, envoyé spécial de Mr. WALDENHEIM, qui s'est contenté de visiter les villes de AL AÏOUN, SMARA, DAKLA occupées. Comment expliquer le fait qu'il ait sciemment "omis" de visiter les territoires libérés où la majeure partie du peuple sahraoui se trouve aujourd'hui regroupée et encadrée par le Front POPULAIRE, son seul représentant légitime. Il semble évident que cette omission ne permette pas au représentant de l'ONU d'apprécier la réalité authentique du peuple sahraoui et de connaître ses aspirations véritables.

La colonisation de peuple ment marocaine semble, elle, se préciser. En effet une "exportation" de 30.000 marocains a été organisée pour mettre en place une "manifestation spontanée d'accueil populaire" à Mr. Riedhbeck, alors que la répression s'abattait sur les citoyens sahraouis des localités où ces manifestations étaient organisées. Emprisonnés, torturés, déportés par familles entières vers les geôles fascistes de Hassan II, ces sahraouis authentiques sont ainsi réprimés pour avoir voulu crier au grand jour leur volonté d'indépendance.

Malgré cette situation, nous souhaitons que cette visite du représentant de l'ONU soit utile et aille dans le sens du respect des résolutions de cette organisation, relatives au droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

Les conditions de l'application de cette indépendance sont les suivantes

- évacuation totale et immédiate de toutes les forces d'invasion étrangères
- évacuation de tous les citoyens marocains et mauritaniens du territoire sahraoui
- retour du peuple sahraoui dans sa patrie

Sur le plan militaire, notre Armée Populaire de Libération a infligé des pertes énormes -tant humaines que matérielles- à l'ennemi, malgré l'extraordinaire déploiement de son potentiel militaire (plus de 1.000 soldats ennemis tués, plus de 10 avions -en majorité des F5- abattus nombreux blindés, chars et véhicules militaires détruits etc.. Une importante quantité de matériel militaire a d'ailleurs été récupéré sur l'ennemi par nos forces.

Cette monstrueuse machine de guerre utilisée par les forces d'agression lui permet bien entendu d'occuper certaines localités, mais elle ne leur permet absolument pas de contrôler -contrairement à ce qu'elles avancent- l'ensemble du territoire. D'autant plus, qu'à l'intérieur même de certaines parties de leur propre territoire (Sud Maroc, Nord-Mauritanie), notre Armée Populaire de Libération réussit à maintenir une présence militaire et créer ainsi des zones de parfaite insécurité pour les pouvoirs ennemis.

En raison de cette situation, le F. POLISARIO a donc décidé de maintenir et d'intensifier sa guerre populaire de libération de longue haleine pour arracher le droit du peuple sahraoui à la liberté et à l'indépendance.

Alors qu'une bonne moitié des combattants et militants du F. POLISARIO s'occupait de protéger, défendre et organiser les populations civiles déplacées à l'intérieur du territoire, d'autres réfugiés sahraouis -qui se trouvent encore en territoire marocain ou mauritanien- subissent une répression de jour en jour plus féroce et inhumaine dans le cadre de la politique de génocide et d'ethnocide du peuple sahraoui :

- emprisonnements et tortures de femmes et de jeunes à TAN-TAN pour "crime de sympathie" avec la révolution sahraouie
- destruction systématique de toutes les manifestations culturelles traditionnelles sahraouies : interdiction des chants et poèmes, interdiction de porter barbe ou cheikh. Dans la province de TARFAYA, les exactions quotidiennes sont très nombreuses.

L'opinion publique internationale et la conscience humaine doivent s'élever énergiquement contre les actes criminels et fascistes des régimes de Hassan II et Ould Daddah, soutenus par des puissances étrangères.

Leur responsabilité historique est en cause. Laisseront-elles, sans réagir, se réaliser le piétinement des droits du peuple sahraoui et même son extermination ?

Paris, le 13/2/76

Comité des Relations
Extérieures

I N F O R M A T I O N S

Les informations arrivant d'El Aïoun assurent qu'ont été importées trois mille personnes (civiles) du Maroc pour préparer les manifestations, devant accueillir l'envoyé spécial des Nations-Unies, l'ambassadeur Olof RYDBECK. Ces trois mille personnes s'ajoutent aux trente mille civils déjà importés au Sahara, et aux troupes marocaines dont l'effectif total est évalué à 30 000 soldats.

Au même moment, les habitants véritablement originaires d'El Aïoun qui étaient demeurés dans cette ville après invasion marocaine, étaient jetés en prison afin que la volonté sahraouie ne soit pas en mesure de s'exprimer.

Malgré toutes ces mesures, des manifestants Sahraouis, portant des banderoles et des drapeaux du Front Polisario, criant "Vive le Sahara libre, Sahara indépendant", sortirent pour aller à la rencontre de la voiture de l'envoyé de Kurt WALDHEIM dans le trajet entre l'aéroport et l'hôtel.

Beaucoup de ces manifestants furent arrêtés avec une très grande brutalité par les forces de sécurité marocaines. Depuis, on ignore tout de leur sort.

Malgré les mesures extraordinaires de sécurité prises à l'occasion de la mission d'information de l'O. N. U., un militant du Front Polisario est arrivé à se glisser au sein d'une commission de travail qui devait rencontrer l'ambassadeur Olof RYDBECK.

A la fin de la rencontre, le militant du Front Polisario remit une lettre à l'envoyé de l'O. N. U. Les marocains qui composaient la délégation ont essayé de l'arrêter au moment de la sortie, mais celui-ci réussit à revenir dans la pièce où se trouvait l'envoyé spécial de l'O. N. U. avec qui il a pu s'entretenir de la situation durant deux heures.

A l'issue de l'entretien, l'envoyé de l'O. N. U. appela les trois gouverneurs du pays (Mauritanien, Marocain, Espagnol). Il demanda au Mauritanien s'il voulait bien prendre la responsabilité de le remettre à l'ambassade de Libye qui se chargerait de le faire sortir de Mauritanie. Le gouverneur mauritanien n'accepta pas de prendre cette responsabilité. Seul le gouverneur espagnol accepta de prendre la responsabilité de la sécurité du militant du Front Polisario jusqu'à sa remise à l'ambassade d'Algérie à Madrid. Le gouverneur marocain quant à lui se livra à une comédie de grande envergure faisant mine de remercier "ce fils venu rejoindre la mère patrie" mais cela fut sans résultat.

Une autre tentative qui dénote les procédés employés fut encore faite par un cousin du monarque chérifien qui se rendit à l'aéroport d'El Aïoun pour rencontrer le militant du Front Polisario. Il lui offrit 10 millions de dirhams ainsi que toutes les villas et voitures qu'il pouvait souhaiter

.../...

Dans la province de Tarfaya, les marocains ont commencé l'ethnocide culturel en prolongement du génocide, à l'encontre du peuple sahraoui. Ils ont commencé à prohiber, sous menace de prison et tortures, les chants en hassanya dans les noces, le port du costume traditionnel etc... On peut voir dans ces mesures comment le roi Hassan et ses soldats, veulent en finir avec tout ce qui représente le peuple sahraoui, la culture sahraouie. Comme preuve de cela, on peut noter les emprisonnements qui viennent de frapper sept jeunes filles et quelques garçons qui portaient le costume sahraoui dans une rue de Tan-Tan. Ceci est un exemple de ce que vivent les habitants de Tarfaya qui, par ailleurs, n'obtiennent jamais le droit de sortir de cette province.

Lors d'une embuscade près de Bir Euzaran, les forces marocaines furent durement touchées. Elles demandèrent aussitôt aux forces stationnées à Bir Euzaran d'envoyer des renforts. Les troupes qui vinrent de Bir Euzaran avaient, pour assurer leur protection, constitué un bouclier humain en s'abritant derrière des otages pris au sein de la population féminine et infantine.

Cette pratique montre combien les soldats marocains craignent les guerilleros du Front Polisario. Pendant que Benheina affiche très officiellement, à PARIS, son mépris pour les hommes du Polisario, les soldats de Dlimi se protègent derrière un mur humain fait des femmes et des enfants sahraouis qu'ils ont enlevés.

A Villa Cisneros (Dakla) occupée par les forces de la Mauritanie, comme le prévoit l'accord de Madrid, la population sahraouie qui n'avait pu fuir au moment de l'invasion, a manifesté lors de la visite de l'envoyé de Kurt WALDHEIM sa volonté d'un sahara libre et indépendant sous la conduite du Front Polisario.

Aussitôt des troupes, plus ou moins "banalisées" ont encadré et accompagné cette manifestation qu'elles espéraient ainsi cacher aux yeux de l'envoyé de Kurt WALDHEIM.

L'original de la situation est que cet encadrement était constitué d'un côté par l'armée mauritanienne et de l'autre, par l'armée marocaine.

Une lutte très importante en effet a lieu dans Dakla, capitale du Rio de Oro, qui devrait être théoriquement sous le contrôle unique, administratif et militaire mauritanien, comme le stipulait l'accord secret de Madrid qui a prévu, au prix du génocide du peuple sahraoui, le partage en deux du Sahara ; mais sur le terrain, les troupes de Dlimi, qui sont également chargées à plus ou moins long terme d'absorber la Mauritanie, mènent une guerre de grignotage à l'encontre des représentants de l'allié conjoncturel Moktar OULD DADDAT

.../...

Les combattants du Front POLISARIO infligent de très lourdes pertes aux forces d'occupation maroco-mauritaniennes.

Pour tromper l'opinion publique marocaine, les troupes de Dlimi ont annoncé la prise de Guelta Zemmour et de Mahbès. Ces villes se trouvent toujours sous le contrôle administratif du Front POLISARIO. Ces fausses victoires sont destinées à justifier les très nombreuses victimes marocaines des batailles se déroulant depuis quelques jours à Fansa et Farsia.

Les moral est si bas dans l'armée marocaine que le monarque chérifien a décidé, le dimanche 15 février de lancer un ultimatum à l'Algérie. Hassan II annonce la prise d'Amgala par d'importantes troupes algériennes ??

Depuis les militaires algériens convoyant les vivres pour les camps de réfugiés sahraouis, se sont repliés après avoir défendu courageusement les denrées destinées à sauver des milliers de personnes en danger de mort de faim, les harcèlements des combattants sahraouis n'ont pas cessé jusqu'à la déroute des forces d'invasion marocaines.

La mise hors de combat par les combattants Sahraouis d'un bataillon marocain, près d'Amgala, a précédé d'un jour la reconnaissance de ce fait par l'armée de Dlimi. Ville que le F.POLISARIO a décidé de ne pas occuper. C'est en raison des violents accrochages qui se produisent actuellement à Farsia et Fansa (mise hors de combat d'un bataillon marocain dans cette dernière localité, que le gouvernement chérifien a décidé d'annoncer la "reprise" d'Amgala et d'en accuser l'Algérie

Le Maroc ne peut reconnaître qu'il est tenu en échec par les combattants Sahraouis dont il s'acharne à nier l'existence. Il lui semble donc plus honorable vis à vis de son opinion publique, d'imputer ses défaites à l'armée algérienne.

Cela lui permet également d'essayer de créer une situation nouvelle avant la publication par l'ONU du rapport de l'ambassadeur.

Le Maroc semble tout faire pour internationaliser la guerre. L'état d'alerte des troupes de l'O.T.A.N. en Méditerranée qui est effectif depuis le samedi 14 février 1976 est-il à rapprocher de cette tentative ?

Il faut également signaler que l'attaque d'un très important convoi de vivres en provenance d'Algérie, traduit les difficultés d'approvisionnement des armées maroco-mauritaniennes.

FRONT POPULAIRE
POUR LA LIBERATION
de SAGUIET EL HAMRA et RIO DE ORO

F. POLISARIO

COMMUNIQUE

Des informations parues dans la presse du 13 Février 1976 concernant l'occupation de MAFBES et GUELTA ZEMMOUR par les forces d'agression maroco-mauritaniennes sont fausses et mal fondées.

Ces deux localités, en effet, sont contrôlées par notre Armée Populaire de Libération qui ne cesse de porter des coups durs à la soldatesque maroco-mauritanienne dans les territoires occupés de notre patrie ainsi qu'à l'intérieur même des pays agresseurs.

C'est ainsi qu'on assiste à des opérations héroïques de nos combattants au Sud du Maroc et au Nord de la Mauritanie.

Notre guerre populaire de longue haleine ne cessera que lorsque notre pays sera totalement libéré et le droit légitime de notre Peuple à l'autodétermination et à l'indépendance respecté.

F. POLISARIO

FRONT POPULAIRE
POUR LA LIBERATION
de SAGUIET EL HAMRA et RIO DE ORO

MISE au POINT

Certains organes de presse se sont laissés entraîner, volontairement ou involontairement, par les déclarations mensongères des autorités marocaines au sujet de l'affaire des cinq jeunes français disparus au Maroc à la fin de l'année dernière. Le Front POLISARIO tient à faire la mise au point suivante :

Le peuple sabraoui mène une guerre de résistance et de libération contre les forces criminelles du Maroc et de la Mauritanie. Notre action guerrière est donc dirigée contre les forces d'agression et non contre les ressortissants français. Le Front POLISARIO en tant que représentant unique et légitime du peuple sabraoui n'a jamais ménagé d'effort pour préserver l'amitié historique qui lie le peuple français au peuple sabraoui. Ce serait donc une façon délibérée de falsifier les faits que de prétendre que nos forces populaires armées aient agi contre un groupe de jeunes français. Les choses sont claires et ne prêtent à aucune équivoque.

Les autorités de Rabat se livrent depuis le début de la crise à une véritable action tendant à créer un malentendu entre nous et la France. Pour ce faire, tous les moyens sont bons y compris les provocations de crimes en vue, notamment, de soulever l'opinion française contre le peuple sabraoui et sa juste lutte pour la liberté et l'indépendance. Nous sommes sûrs que les bourreaux de Rabat ont monté ce scénario de toute pièce en vue de réaliser leur cynique dessein, peu importe la victime. L'on sait le nombre de vies innocentes que Hassan II et ses exécutants ont supprimées pour servir leur politique. L'exemple de BEN PARKA et d'autres milliers d'exécutions sont encore assez récents pour ne pas être oubliés.

Toutes les données objectives qui entourent la disparition de ces cinq jeunes gens prouvent, sans équivoque, la culpabilité des autorités marocaines :

Les jeunes gens partaient du territoire marocain en direction, dit-on, d'El Aïoun, empruntant la seule piste qui relie le Maroc au Sahara à bord d'un véhicule non fait pour les déviations. Cette piste est sous le contrôle strict des forces marocaines depuis le déclenchement des hostilités et est strictement interdite à l'usage des civils. Dès lors, il est objectivement impossible que les jeunes gens en question l'aient traversée en direction du territoire sahraoui, l'interdiction étant de rigueur. Toutes les inconnues donc au sujet de cette triste affaire se situent au niveau des forces militaires marocaines chargées de contrôler la frontière et c'est à ces forces, et à ces forces seules, de répondre de leur crime.

L'attitude des autorités sahraoïes à l'égard des prisonniers civils et militaires a toujours été digne et humaine. Notre comportement vis-à-vis des civils européens appréhendés sur le territoire sahraoui par nos forces démontre combien le F. POLISARIO est respectueux de la dignité humaine. L'exemple du Hollandais que nous venons de libérer et le traitement qui lui a été accordé pendant sa détention sont assez éloquents. Même les prisonniers militaires espagnols, qui nous ont combattu et qui ont commis tant de crimes contre notre peuple ont été dignement soignés chez nous.

Nous démentons donc catégoriquement toutes les allégations qui tendent à affranchir les criminels de Rabat dans cette affaire dont ils sont les seuls à répondre devant Dieu, devant l'histoire, devant l'humanité et particulièrement devant le peuple français. Le seul élément dont dispose le Front, au sujet des disparus, est une carte diplomatique portant le nom d'un des enfants GUYOT trouvée dans la poche d'un officier marocain tué dans un combat au Sahara.

Nous faisons appel au peuple de la révolution de 1789 et à ses dirigeants pour s'élever aux côtés d'un petit peuple qui se débat pour vivre libre. Nous sommes convaincus que les français sont conscients du danger que présente pour l'ensemble de cette région l'agression criminelle de notre peuple par la Monarchie marocaine et le pouvoir de Nouakchott.

Le 16 février 1976

Il s'agit, pour l'armée marocaine d'essayer de faire croire aux parents que la mort des six jeunes gens est à imputer au Front POLISARIO pour tenter de disculper l'armée marocaine qui porte, quelque soient les hypothèses pouvant être faites, toute la responsabilité de la disparition de ces jeunes gens.

Les dernières informations données par l'armée marocaine étaient en effet que ces jeunes gens auraient été amenés par le Front POLISARIO à Mahbès. L'armée marocaine déclarant avoir pris Mahbès, elle ne pouvait continuer à défendre cette thèse.

Elle voulait aussi régler le problème, en raison des insistances de plus en plus pressantes des familles, et faire endosser par le Front POLISARIO, sa totale responsabilité dans la disparition des six jeunes gens.

Les différentes "informations" fournies par "le Matin du Sahara" porte parole officiel de la cour marocaine, selon lesquelles les cinq jeunes gens auraient été exécutés par le F. POLISARIO, puis les affirmations de l'Agence officielle MAP selon lesquelles l'armée marocaine n'avait aucun indice en sa possession pour conclure à la mort des jeunes gens sont autant de preuves que l'armée marocaine cherche à brouiller les pistes.